



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES

DES PAYS NORDIQUES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE STOCKHOLM

N° 26 – 1^{er} avril 2022



Pays nordiques

Les pays nordiques en tête du classement Mercer qui évolue les systèmes de retraite.

Le classement Mercer des systèmes de retraite classe les cinq nordiques parmi les 10 meilleurs systèmes au monde. Les systèmes sont évalués selon trois catégories de critères (adéquation, soutenabilité, intégrité). L'Islande (1^{er} place) et le Danemark (3) sont les deux nordiques les mieux classés, avec des systèmes qualifiés de « robustes [...] délivrant de bonnes pensions » tout en garantissant un système soutenable et un haut niveau de transparence. La Norvège (5), la Finlande (7) et la Suède (8) se dotent de systèmes aux structures saines mais pour lesquelles « des améliorations restent possibles. »

Stora Enso annonce vouloir vendre plusieurs sites de fabrication de papier dans la zone.

Le groupe forestier Stora Enso ne considère plus le papier comme un produit stratégique pour la croissance de l'entreprise et envisage de vendre quatre de ses cinq usines de papier, dont deux en Suède, une en Allemagne et une en Finlande. Selon le plan de vente communiqué par l'entreprise, seule l'usine de papier située en Belgique resterait en possession du groupe. Stora Enso mettrait ainsi fin à sa production de papier en Finlande pour se concentrer davantage sur les emballages, les solutions pour le bâtiment et les innovations en matériaux bio. En revanche, le groupe UPM et le sud-africain Sapp continuent à produire du papier en Finlande.



Danemark

Le conflit russo-ukrainien pèse sur la reprise danoise.

Les conséquences économiques de la guerre en Ukraine devraient se traduire par une réduction de la croissance nationale d'un point de pourcentage et une augmentation de l'inflation de 2 points de pourcentage en 2022, d'après les dernières estimations de la Banque centrale (*Danmarks Nationalbank*). « L'économie sera principalement touchée par l'affaiblissement des marchés d'exportation, la hausse des prix de l'énergie et l'incertitude accrue », a indiqué Lars Rohde, gouverneur de l'institution.

La Banque centrale prévoit désormais une croissance du PIB de 2,1% pour 2022, conséquence d'une inflation au plus haut depuis trois décennies (+4,9% attendus cette année). Ces chiffres pourraient atteindre 0,9% et 8,8% respectivement dans l'hypothèse d'un « scénario extrême » où l'Europe serait entièrement privée de l'accès à l'énergie russe. « La robustesse des soldes d'épargne publique et privée ainsi que la faiblesse du taux de chômage offrent au Danemark un point de départ solide pour faire face aux conséquences

économiques de l'invasion ukrainienne », a toutefois nuancé Lars Rohde.

Le Danemark dégage un excédent public de 58,7 Mds DKK (7,9 Mds€) en 2021. Cet excédent de 2,3% du PIB est nettement supérieur aux dernières anticipations des prévisionnistes, et reflète la forte croissance de l'économie danoise au cours de l'année écoulée, d'après Las Olsen, économiste en chef de Danske Bank. La rapide décrue du chômage, à l'origine d'une réduction du coût des allocations et d'une hausse des recettes fiscales, est plus particulièrement citée comme la première cause de ces résultats inattendus. En 2020, le pays avait affiché un déficit de 4,3 Mds DKK (576 M€).

La confiance des consommateurs au plus bas depuis octobre 2008. Alimenté par les craintes d'une éventuelle stagflation héritée de la crise ukrainienne, l'indicateur global de confiance (*forbrugertilliden*) est tombé à -14,4 au mois de mars, contre -3,2 en février, d'après les derniers chiffres publiés par l'Institut danois de la statistique (*Danmarks Statistik*). L'opinion des ménages sur leur situation financière future a également reculé, passant de -4,3 à -5,8 entre février et mars, tandis que l'évaluation concernant la situation économique générale du pays pour l'année à venir a plongé à -26,0 (contre 0,5 en février), le niveau le plus faible observé en quinze ans. Témoin de ce pessimisme croissant, les ventes au détail ont diminué de 1,2% en glissement annuel au cours du mois de février 2022, après une progression de 5,0% en janvier.

Le taux d'emploi des seniors poursuit sa hausse. En dix ans, la part des 65-69 ans en activité est passée de 15% à 25%, selon les derniers chiffres publiés par l'Agence danoise pour le marché du travail et le recrutement (*Styrelsen for Arbejdsmarked og Rekruttering*). Pour Anne-Louise Lindkvist, responsable clientèle du fonds Sampension, cette évolution reflète principalement l'augmentation récente de l'âge de départ à la retraite, porté à 67 ans au 1^{er} janvier 2022, ainsi que le dynamisme actuel du marché du travail danois, qui comptait 2,9 millions de personnes fin janvier, un record absolu. Si la tendance devrait être amenée à se poursuivre dans les années à venir, la question de l'emploi des seniors reste pour l'heure relativement problématique. Une étude publiée en début d'année par le ministère de l'Emploi a notamment révélé que près de la moitié des chômeurs de plus de 50 ans demeuraient exclus du marché du travail en raison de leur âge. Un projet de loi visant à interdire aux employeurs d'interroger les candidats

sur leur date de naissance sera débattu au Parlement dans les prochains jours.

Carlsberg se retire de Russie. Le géant brassicole danois a annoncé lundi 28 mars mettre un terme à l'ensemble de ses activités au sein de la Fédération, y compris celles de sa marque locale Baltika, dont la production avait été maintenue au cours des dernières semaines. « Une fois cette décision prise, nous n'aurons plus aucune présence en Russie », a indiqué Cees 't Hart, PDG du groupe. En 2021, Carlsberg avait réalisé un chiffre d'affaires de 6,5 Mds DKK (871 M€) et un bénéfice d'exploitation de 682 M DKK (91 M€) sur le territoire russe.

Vestas licencie 275 employés. Confronté à des perspectives de faibles volumes de commandes et d'installations sur certains marchés au cours des deux prochaines années, le géant danois de l'énergie éolienne a présenté mardi 22 mars un plan de restructuration visant à réduire ses coûts à l'échelle mondiale. L'ajustement organisationnel, censé « protéger la création de valeur et la marge de manœuvre du groupe dans un environnement commercial très volatil », selon les mots du responsable de la communication Anders Riis, devrait notamment conduire à la suppression de 75 postes au Danemark, dont 45 dans l'usine de développement de pales de Lem. L'annonce intervient quelques jours après la présentation de résultats financiers en forte baisse – 1,3 Md DKK (174 M€) de bénéfices en 2021, contre 5,7 Mds DKK (764 M€) l'année précédente –, conséquence directe des perturbations ayant affecté la chaîne d'approvisionnement du groupe au cours des derniers mois. Au total, Vestas compte plus de 29 000 employés dans le monde.

Kiloutou rachète le leader danois de la location de matériel. L'entreprise française a annoncé mardi 22 mars l'acquisition de GSV pour un montant total évalué à 300 M€, sa plus grosse opération à ce jour. Ce rapprochement vise à accélérer le développement international du groupe, dans une région en pleine croissance, et relativement épargnée par la crise sanitaire, d'après les premiers éléments indiqués par son PDG, Olivier Colleau. Avec 485 employés répartis dans 19 agences, des ventes annuelles estimées à 130 M€ et 22% de parts de marché dans le Royaume, la filiale danoise pourrait permettre à Kiloutou de franchir la barre du milliard d'euros de chiffres d'affaires d'ici à la fin de l'année 2022, et porter à 30% la part de ses résultats réalisés à l'étranger (contre 18% actuellement).

Finlande

VR achète un opérateur ferroviaire et de bus en Suède. La compagnie finlandaise de chemins de fer VR (détenue par l'Etat) étend ses opérations sur le marché des transports suédois avec l'achat d'un opérateur de trains et de bus, Arriva Sverige (CA de plus de 300 M€ en 2021). Filiale de la Deutsche Bahn, Arriva exploite les transports publics régionaux et urbains dans le sud de la Suède et dans l'est du Götaland. Alors que la Suède est une référence européenne en matière de libéralisation du marché ferroviaire, VR souhaite par ce rachat améliorer sa compétitivité, un an après l'ouverture à la concurrence du transport de passagers en Finlande. L'acquisition d'Arriva vise également à positionner le groupe VR sur le marché suédois du bus électrique, lui qui possède déjà, via sa filiale Pohjolan Liikenne, 185 bus électriques en Finlande. L'acquisition devrait être effective en juillet 2022, après que le Ministère allemand du numérique et des transports et le conseil de surveillance de la Deutsche Bahn auront donné leur accord.

Le canal de Saimaa a rouvert le 28 mars. Non visé par les sanctions de l'Union européenne, le canal de Saimaa reliant le lac du même nom à la baie de Vyborg en Russie, a pu rouvrir normalement, après une courte fermeture hivernale. Long de 43 kilomètres, le canal constitue une route importante pour le commerce bilatéral finlando-russe, et une voie d'accès à la mer Baltique privilégiée pour les industries finlandaises situées dans l'est du pays. Près de la moitié du canal, située en Russie (20 kilomètres), est louée par la Finlande à son voisin, pour un loyer annuel de 1,2 M€.

Interrompu, le fret ferroviaire entre la Finlande et la Russie a finalement repris. VR Transpoint, société d'Etat en charge du fret ferroviaire au sein du groupe VR, avait interrompu, dimanche 27 mars, le trafic de marchandises dans l'est de la Finlande, en provenance et à destination de la Russie, en raison de sanctions occidentales imposées à la compagnie ferroviaire de l'Etat russe, RJD. Le mercredi 30 mars, VR Transpoint ayant reçu des clarifications sur la portée des sanctions, a annoncé que les contrats conclus par VR n'étaient pas visés, et que le trafic de marchandises avec la Russie pouvait reprendre. Le transporteur finlandais a toutefois précisé qu'il s'assurerait que les expéditeurs et propriétaires des marchandises ne soient pas sous sanctions.

La fusion entre Cargotec et Konecranes annulée. La fusion, qui avait été validée par la Commission européenne et dix autres juridictions, y compris l'autorité chinoise compétente, a été rejetée cette semaine par l'autorité britannique de la concurrence. Cette dernière considère que l'association des deux constructeurs finlandais d'appareils de levage et de manutention aurait créé une distorsion significative à la concurrence sur le marché britannique des équipements de manutention de conteneurs. Les deux sociétés, qui avaient déjà procédé à de nombreux ajustements pour satisfaire à l'autorité européenne, ont estimé que la mise en conformité avec les exigences de la juridiction britannique aurait remis en cause l'objet même de la fusion et son but initial. Cargotec et Konecranes ont ainsi décidé de suspendre la fusion, initiée il y a plus d'un an, et qui aurait coûté à chacun près de 60 M€ de frais de transaction.

Islande

Une inflation record depuis 2010. L'inflation a atteint 6,7% en février en glissement annuel, un record depuis mai 2010.. Selon l'institut de statistique, la hausse des prix de l'immobilier (2%), des prix du carburant (8%) et des vêtements et des chaussures (5%) sont les principaux contributeurs à cette augmentation.

L'Etat islandais vend ses parts de Íslandsbank.

Les superviseurs de la vente ont finalisé les détails de la vente d'une partie des 65% des parts sociales détenues par l'Etat islandais au sein de la banque. Au total, 400M d'actions seront mis en vente, à 117 ISK chacune (0,8€). La vente devrait ainsi rapporter 52,65Mds ISK (370M€) au Trésor islandais. Il est prévu que la vente soit ouverte à tous les investisseurs qualifiés, nationaux comme étrangers. A l'issue de la vente, l'Etat islandais devrait continuer à détenir 42,5% des parts de la banque

Augmentation générale des salaires. A partir du 1er avril, les salaires des Islandais augmenteront pour refléter la croissance économique par habitant au cours de l'année écoulée (2,5%). Cette augmentation s'inscrit dans le cadre du "contrat de qualité de vie" de 2019 qui prévoit des augmentations automatiques des salaires à partir d'un seuil de croissance.

Investissements importants pour la revalorisation des espaces touristiques.

L'Etat islandais va investir 2,8Mds ISK (20M€, 0,1% du PIB) sur trois ans pour la rénovation de plus de 90 attractions touristiques exploitées par des organismes publics. Environ 150 projets ont été retenus, concernant les principaux parcs nationaux islandais.

Norvège

Ukraine – Gel des investissements russes du fonds souverains.

Le fonds souverain a confirmé au ministère des Finances que les investissements russes étaient gelés jusqu'à nouvel ordre, avec un engagement de vente rendu en pratique difficile à court terme en raison des sanctions et de la longue fermeture de la bourse russe.

L'Etat norvégien relance la production de gaz face à la situation en Ukraine.

Face à la crise énergétique mondiale, le gouvernement a autorisé une hausse de production de gaz sur trois gisements en mer du Nord (Oseberg, Troll et Heidrun). Par ailleurs, la production de GNL sur le site Melkøya sera relancée le 17 mai, et représentera à terme 5% des exportations de gaz du royaume. De plus, l'armateur norvégien Høegh LNG négocie actuellement avec l'Allemagne la location d'un de ses

navires servant de terminal flottant de gaz naturel liquéfié, pouvant transporter 5 Mt de GNL par an (10% du volume de gaz russe importé annuellement par l'Allemagne).

De nouvelles dépenses pour l'accueil des réfugiés et la défense.

Concernant les aides financières, 5 Mrds de NOK (500 M €) sont alloués pour l'accueil de réfugiés ukrainiens, montant qui s'ajoute à l'enveloppe exceptionnelle de 2 Mrds de NOK (200 M €) d'aides pour l'Ukraine annoncée précédemment. Enfin, les autorités norvégiennes verseront 200 millions de NOK (environ 20 millions d'euros) au fonds de la Banque mondiale pour l'Ukraine pour aider l'Etat ukrainien. Le 17 mars, le gouvernement a présenté un paquet de crise pour la défense, qui bénéficiera d'une enveloppe exceptionnelle de 3,5 Mrds de NOK (350 M €) cette année, dont 200 millions de NOK (20 M €) seront versés au service de renseignement intérieur (PST), ainsi qu'un paquet de crise pour les

entreprises norvégiennes du Finnmark touchées par les sanctions (50 millions de NOK d'aides).

La banque centrale relève ses taux

La Banque de Norvège a annoncé le 24 mars une remontée des taux directeurs de 0,50 à 0,75%. Une nouvelle hausse est attendue en juin. L'objectif est d'atteindre 2,5% à la fin de l'année 2023 par sept hausses successives. L'inflation (indice des prix à la consommation) était estimée à 3.7% en février en glissement annuel tandis que l'inflation sous-jacente – hors prix de l'énergie – (CPI-ATE) était estimée à 2,1%.

Jens Stoltenberg renonce au poste de gouverneur de la banque centrale

Le 4 février 2022, le secrétaire général de l'OTAN Jens Stoltenberg avait été nommé futur gouverneur de la Banque de Norvège en Conseil des ministres. Il devait prendre ses fonctions à l'automne, le 31 décembre 2022 au plus tard, pour une période de six ans. Cependant, dans le contexte de la guerre en Ukraine, Jens Stoltenberg a accepté le 24 mars de prolonger son mandat de secrétaire général de l'OTAN. Celui-ci prendra désormais fin le 30 septembre 2023. Le poste de gouverneur sera confié à Ida Wolden Bache, ancienne numéro 2 de la banque centrale qui assurait l'intérim.

Evolution du projet de capture et de stockage de carbone

La commune d'Oslo a annoncé le 22 mars avoir trouvé un accord avec le producteur d'énergie Fortum Oslo Varme, permettant le déploiement d'un système de capture de carbone à grande échelle sur l'incinérateur de Klemetsrud, dès 2026 et sans financement européen. Fortum Oslo Varme sera rachetée par 3 entreprises : Hafslund (60%) (entreprise norvégienne sur laquelle sera transférée la participation au capital de la municipalité d'Oslo) et deux nouveaux groupes associés au projet CCS, Infranode (20%) (Suède) et HitecVision (20%) (Norvège). Ces entreprises investiront 6 Mrds de NOK dans le projet (600 M €). Le gouvernement est également prêt à investir 3 Mrds de NOK supplémentaires (300 M €). Le dossier sera traité au conseil municipal le 27 avril.

Regain d'attractivité pour l'extraction de minéraux

Au terme d'une cartographie menée pendant trois ans, l'Institut géologique norvégien a confirmé la présence de cuivre, de zinc, de nickel, de cobalt, de phosphate et de vanadium dans les sous-sols du Trøndelag, mais aussi dans d'autres régions du pays. D'après cette institution, l'université NTNU et l'organisation patronale NHO, l'exploitation des métaux présenterait un grand potentiel économique, tant sur terre que dans les fonds marins. La suspension des exportations russes de métaux rares, notamment de cobalt, pourrait relancer l'aventure minière norvégienne.

Suède

L'Institut suédois de la conjoncture (KI) maintient ses prévisions économiques. L'institut s'attend à ce que la première hausse de taux de la Banque Centrale (Riksbank), actuellement à zéro, intervienne dès septembre. L'inflation devrait culminer à 5,2% cette année pour retomber à 2,8% en 2023, plus proche de la cible d'équilibre de 2% visée par la Riksbank. Selon KI, l'indicateur de confiance des ménages atteint son niveau le plus bas depuis 2009. La croissance suédoise se maintiendrait à 3,3% en 2022, en partie grâce à une forte augmentation de la consommation publique.

La Commission approuve le plan de relance suédois. Le 29 mars, la Commission a rendu un avis favorable pour l'adoption du Plan Nationale de Relance et de Résilience (PNRR) suédois. La Suède recevra ainsi 3,3 Mds€ de l'Union Européenne pour la mise en œuvre de mesures structurelles. La plus grosse partie du plan est affectée à des objectifs climatiques (44,4%) comme la transition énergétique ou la rénovation des infrastructures. Ensuite, 20% seront affectés à la transition digitale du pays. Par ailleurs, la Suède s'engage dans des réformes d'ampleur pour sa résilience économique et notamment celle du secteur de la santé.

Les relations commerciales entre la Suède et la Russie.

L'année dernière, les échanges commerciaux de la Suède avec la Russie ont représenté 1,4% du total des exportations (22,5Mds SEK, soit 2,2 Mds€) et 1,2% du total des importations de marchandises (19,6Mds SEK, soit 1,9Mds€). La Suède dégage ainsi un excédent dans ses relations commerciales avec la Russie qui est, par ailleurs, le 15ème pays fournisseur et client de la Suède. En 2021, la Suède a acheté des produits pétroliers, des engrais et de l'uranium à la Russie, alors qu'elle a exporté des machines/équipements industriels, des produits pharmaceutiques, des équipements de télécommunications, des voitures et des poids-lourds. Selon la Chambre de commerce de Stockholm, environ 1 800 entreprises suédoises ont exporté des marchandises vers la Russie.

Meltdown, la chaîne française de bars d'e-sport, vendue au suédois Kappa Bar.

Meltdown, la chaîne de bars dédiés au jeu vidéo et à l'e-sport est repris par le suédois Kappa Bar pour un montant non dévoilé. Meltdown compte actuellement 21 bars d'e-sport dans 7 pays, notamment au R-U, en Espagne et en Belgique.

Plusieurs chaînes de production du groupe Volvo AB à l'arrêt en raison de la pénurie de semi-conducteurs.

La semaine dernière, l'entreprise a annoncé mettre en place des journées d'arrêt de sa production de camions sur l'ensemble de ses lignes à l'échelle mondiale (entre 2 et 4 journées par site) à partir du deuxième semestre. Volvo note la visibilité "très faible" sur les chaînes d'approvisionnement des semi-conducteurs, qui devrait, selon l'entreprise, rester un problème pour l'ensemble de l'industrie tout au long de l'année 2022.

Trelleborg cède sa branche Wheel Systems à Yokohama.

L'équipementier automobile suédois a conclu la vente de sa branche Wheel Systems au japonais

Yokohama Rubber Company pour 2,1 Mds€. Trelleborg Wheel Systems est l'un des principaux fournisseurs mondiaux de pneus et roues complètes pour les véhicules hors route comme les machines agricoles, les engins de manutention et de construction et les applications spécialisées. La finalisation de la transaction est soumise à l'approbation des autorités compétentes et devrait être finalisée dans la dernière partie de 2022.

Le conseil d'administration et le PDG d'Ericsson ne sont pas déchargés de leur responsabilité concernant d'anciennes affaires de corruption, notamment en Irak.

Lors de l'Assemblée générale annuelle du 29 mars, plusieurs actionnaires (notamment Cevian, Swedbank Robur Fonder et le fonds souverain norvégien) ont voté contre cette décharge, atteignant le seuil nécessaire de représentation de plus de 10% des parts du capital de l'entreprise. Ce résultat ouvre potentiellement la voie à l'engagement de poursuites judiciaires à l'encontre des membres du conseil d'administration, dont le PDG, bien que ceux-ci aient été pour l'instant reconduits. Pour mémoire, la décharge de responsabilité portait sur d'anciens faits de corruption d'Ericsson en Irak : la justice américaine accuse l'équipementier de rétention d'information, à l'encontre des engagements de transparence pris par Ericsson dans le cadre d'un accord de poursuite différé conclu en 2019 à la suite de précédentes affaires.

Indicateurs économiques des pays nordiques

Taux de croissance trimestriels (en pourcentage, par rapport au trimestre précédent) :

	T1 2021	T2 2021	T3 2021	T4 2021	2021 (en glissement annuel)	T1 2022
Suède	1,3	1,1	2,1	1,4	4,8	0,3
Danemark	-0,4	2,1	1,1	0,8	4,1	0,3
Finlande	0,3	2	0,8	0,2	3,5	0,2
Norvège	0	0,8	3,9	0,1	3,9	-1,6
Islande	-0,5	6,6	6,8	4,4	4,3	4,6

Sources : Eurostats, statistics Sweden, ssb.no, statistics Iceland, OCDE

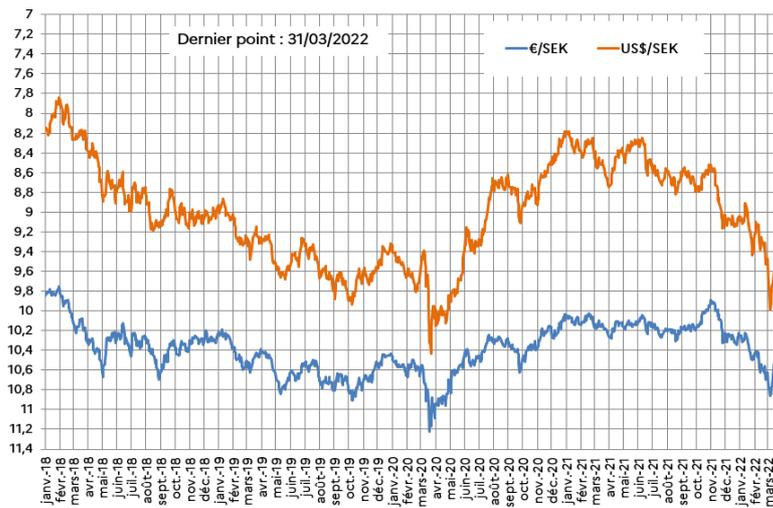
Taux d'inflation trimestriels (en glissement annuel) :

	T1 2021	T2 2021	T3 2021	T4 2021	2021 (en moyenne annuelle)	T1 2022
Suède	1,9	2,3	2,5	3,9	2,2	4,2
Danemark	0,6	1,7	2	3,5	1,9	2,9
Finlande	1,1	2,1	1,9	3,1	2,2	3,4
Norvège	2,9	2,8	3,5	4,6	3,5	3,7
Islande	4,2	4,45	4,3	4,8	4,4	6,2

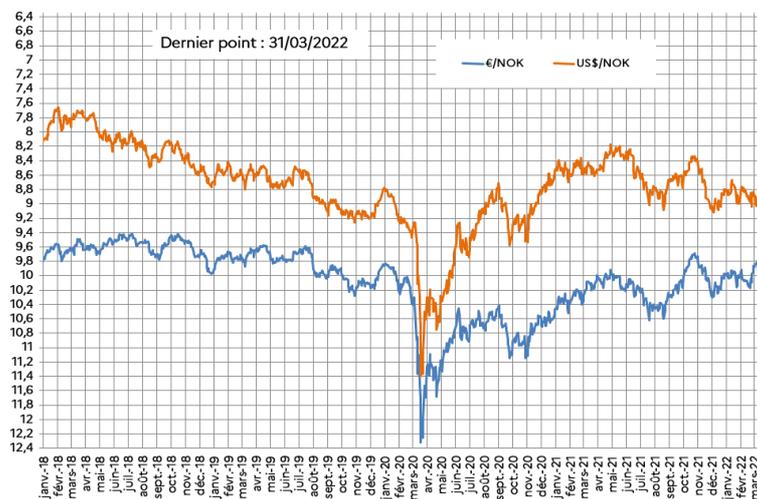
Sources : Eurostats, statistics Sweden, ssb.no, statistics Iceland.

Evolution des taux de change

Couronne suédoise



Couronne norvégienne



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication :
Rédacteurs :

- Service économique régional de Stockholm (C. Gianella).
 - Avec les contributions des Services Economiques de Copenhague (C. Camdessus, L. Yacine, M. Valeur, A. Duny), Helsinki (P. Pouliquen, O. Alapekkala, D. Gueyraud), Oslo (O. Cuny, T. Aubrun), Stockholm (I. d'Armaillé, F. Lemaitre, J. Grosjean, M. Marbot, A. Marsal) et de l'ambassade de France en Islande (C. Henry-Ducos).
- alexia.marsal@dgtresor.gouv.fr

Pour s'abonner :